

le dit-il pas aux agriculteurs, en ajoutant: «Vous avez entendu la vérité de ma propre bouche»? Si je me faisais prendre, la hache à la main, à côté d'un cerisier abattu et gisant au sol et que mon père me demande ce qui s'est passé, je lui dirais la vérité. C'est ce que le gouvernement devait apprendre à faire.

● (1430)

Je ne participe pas à ce débat pour enseigner les façons modernes de penser au ministre de la Justice (M. Lang). Ce serait impossible. Je le fait, en partie, parce que je tiens à féliciter les motionnaires de l'Adresse en réponse au discours du trône. Je reconnais l'honneur que le premier ministre (M. Trudeau) leur a fait en leur permettant de proposer et d'appuyer cette motion importante et traditionnelle. J'étudie toujours les discours prononcés à cette occasion pour voir s'ils renferment quelque nouvel apport. Ces deux orateurs méritent les félicitations que leur ont adressées les députés.

Je crois que nous devrions remarquer, dans ce débat, les discours qui sortent de l'ordinaire, c'est-à-dire insolites. Le député d'Edmonton-Strathcona (M. Roche) en a fait un il y a une semaine. Je ne sais pas combien de députés l'ont lu ou combien l'ont écouté. Il était insolite. Il s'était déchargé l'âme et l'esprit en traitant du malaise qui afflige le monde occidental d'aujourd'hui. Je recommande aux députés et aux Canadiens de lire son discours. Tout le monde ne sera peut-être pas d'accord avec ses sentiments, mais il est bon de remarquer qu'au moins un député cherche la vérité et l'orientation à prendre.

Je veux également parler du malaise qui étreint les ministres partisans de la démocratie occidentale. On le retrouve au Japon, en France, en Italie, en Israël, aux États-Unis, au Royaume-Uni et au Canada. C'est un dénominateur commun à ces pays. Les gens y observent leurs dirigeants et se demandent ce qui ne va pas. Ils se disent: «Nos dirigeants ne semblent pas savoir de quoi ils parlent et, en dépit de toutes leurs déclarations préparées par leurs experts en relations publiques, leurs propos ne sonnent pas juste.» Ce que disent les gouvernements n'est pas fait pour dissiper les inquiétudes profondes des gens. C'est pourquoi les critiques que je fais aujourd'hui au gouvernement ne s'adressent pas seulement à lui. Elles concernent le malaise ministériel qui tenaille les démocraties à l'occidentale.

Je ne sais pas si j'ai raison. Ce que je sais, c'est que depuis la guerre, depuis que les gouvernements se sont tellement immiscés dans les affaires privées des citoyens, nous avons formé une bureaucratie charmante, aimable et dévouée, mais déterminée, qui de plus en plus régit les pays du monde occidental et laisse aux députés et aux membres du cabinet le soin d'annoncer ses décisions ex cathedra.

En tant que député dans une démocratie à l'occidentale, ce processus m'inquiète. A plusieurs reprises, en 1965 et en 1967, et de nouveau le 13 septembre dernier, j'ai parlé à la Chambre de deux ou trois problèmes à cet égard et des façons de les résoudre. Laissez-moi commencer par un article publié dans le magazine *Executive* par l'un des courriéristes parlementaires les plus anciens et les plus expérimentés, M. Douglas Fisher, qui, à bien des titres, est l'un des piliers de cette tribune. La plupart des députés savent sans doute que Douglas Fisher a déjà siégé à la Chambre, dans l'opposition, comme membre du Nouveau

L'Adresse—L'hon. A. Hamilton

parti démocratique. J'aimerais parler de son point de vue au sujet du rôle des ministres de la Couronne dans le gouvernement actuel et de celui des sous-ministres.

Apparemment, le socialiste de Montréal rêvait lorsqu'il aurait le pouvoir de former une sous-structure et d'y employer des experts. Il voulait laisser aux bureaucrates le soin de prendre toutes les décisions dans le cadre de cette sous-structure, de façon que les hommes politiques se contentent de donner leur avis et d'administrer le pays et ainsi, tout irait bien. Apparemment, cette structure n'a pas trop bien marché. Elle s'est démantibulée. En fait, les élections de 1972 y ont mis fin, et maintenant nous avons un gouvernement qui n'est plus dirigé par la bureaucratie, mais un gouvernement dans lequel les bureaucrates se surveillent les uns les autres; selon Douglas Fisher, nous avons un gouvernement où les ministres de la Couronne travaillent au pifomètre. Je suis tout à fait d'accord là-dessus. Je préfère voir un ministre plein de bon sens parler aux gens qu'il représente et prendre des décisions en fonction des faits qui lui sont présentés, plutôt qu'un horrible système de bureaucratie, des comités à n'en plus finir qui essaient pendant des années et des années de parvenir à un accord.

De nos jours, les conditions changent à un tel rythme et deviennent si complexes que les méthodes moyenâgeuses de gouvernement ne s'appliquent plus, et il en est d'ailleurs ainsi depuis longtemps. J'accueille donc avec plaisir cet article de Douglas Fisher. J'en recommande la lecture aux députés du gouvernement tout comme à ceux qui sont de mon côté et qui espèrent dans un avenir prochain former le gouvernement. L'époque que nous vivons est importante et nous devons prendre des décisions également importantes pour venir à bout des problèmes.

Je voudrais ajouter aux observations que j'ai faites le 13 septembre. En matière d'économie, trois questions donnent matière à préoccupation. Elles doivent préoccuper tous les hommes politiques réfléchis du monde, peu importe la forme de gouvernement dans laquelle ils sont engagés. Quelles sont ces préoccupations? D'abord, les conseillers économiques des gouvernements, tant ceux des pays qui se disent champions de la liberté d'entreprise que ceux des pays socialistes ne peuvent se reporter à aucun modèle, à aucune structure lorsqu'il s'agit de prendre des décisions relatives à un phénomène nouveau qui se manifeste depuis la guerre, soit celui de l'inflation des coûts. Voilà qui préoccupe les ministres des gouvernements socialistes tout comme ceux des pays de libre entreprise. J'y reviendrai.

En deuxième lieu, tous les gouvernements, peu importe leur régime politique s'inquiètent de la menace que représentent les accumulations considérables ou la concentration de capitaux qui mettent en danger les systèmes monétaires et financiers précaires que nous avons institués pour diriger le monde. Je veux parler naturellement des quelques 120 milliards en eurodollars. Peu importe la façon dont on a accumulé ces eurodollars. Ils mettent actuellement en danger la stabilité économique du monde. En outre, bien sûr, des sommes énormes sont entre les mains des pays producteurs de pétrole, pays arabes dans un bon nombre de cas. Cette concentration de capitaux plutôt difficiles à investir place le monde dans une position telle que la récession à l'échelle mondiale n'a jamais été aussi imminente que depuis un an ou deux. Cette position n'a pas changé. Je reviendrai à ce problème.